

ait débat avant les JO de Paris



Trente mille demandeurs d'asile éloignés d'Île-de-France en deux ans

Les demandeurs d'asile sont concernés eux aussi par l'orientation en dehors de l'Île-de-France. Le gouvernement en a fait une de ses priorités pour mieux répartir les migrants sur le territoire et désengorger la région francilienne.

Jusqu'en 2021, l'Île-de-France concentrerait près de la moitié des demandeurs d'asile, avec moins de 20 % des capacités d'hébergement. Ce déséquilibre était l'une des causes des campements de fortune qui se sont multipliés à Paris. « L'orientation directive des demandeurs d'asile a fait la preuve de son utilité et de son efficacité », affirment les députés Renaissance Stella Dupont et Mathieu Lefèvre, dans un rapport publié jeudi. Plus de 48 000 demandeurs d'asile ont reçu une proposition de réorientation en deux ans. Les trois quarts l'ont acceptée et un peu plus de 30 000 migrants (soit 62 %) ont rejoint leur nouveau lieu d'hébergement.

Le dispositif est bien accepté par les élus et les habitants des communes concernées, à part de rares exceptions. L'accueil des demandeurs d'asile loin de Paris fait toutefois l'objet de tentatives de récupération politique et d'intimidation, comme à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique) où le maire a démissionné après l'incendie criminel de son domicile. L'extrême droite avait organisé plusieurs manifestations contre le transfert et l'agrandissement d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) déjà implanté dans la commune.

L'objectif de cette meilleure répartition est de faire diminuer la



L'orientation directive a permis de réduire les habitats de fortune. La part des demandeurs d'asile dans la population des campements est passée de 49 % à 31 % entre 2019 et 2022. Photo Sipa/jeanne ACCORSINI

part de demandeurs d'asile dans la région francilienne à 23 % d'ici fin 2023. Elle était tombée à 36 % en mars dernier.

La région Auvergne-Rhône-Alpes, qui comptait 9 % des demandeurs d'asile en 2020, devrait en accueillir 13 % à la fin de l'année, tandis que la part de la Bourgogne-Franche-Comté passera de 2 % à 5 % et celle du Grand Est de 9 % à 11 %. Cet effort s'accompagne de la création de nouvelles places d'hébergement. Leur nombre a augmenté de 62 % en Moselle, passant de 1 806 à 2 930 entre 2019 et 2023.

Une classe sauvée dans un village

Les communes rurales où sont hébergés 15 % des demandeurs d'asile ne sont pas les plus « bouddées ».

Le rapport parlementaire cite des exemples de réussite, comme à Peyrelade. Ce village de Corrèze de 800 habitants a pu financer une salle des fêtes grâce au loyer du Cada et l'arrivée de fa-

milles a permis de sauver une classe de l'école.

La présence de demandeurs d'asile est aussi regardée positivement par des employeurs confrontés à une pénurie de main-d'œuvre, comme les arboriculteurs ou les viticulteurs. Le projet de loi immigration repoussé par le gouvernement prévoyait justement de faciliter l'accès au marché du travail des étrangers ayant de fortes chances d'obtenir l'asile.

L.C.

“ La Coupe du monde de rugby 2023 et les JO 2024 nous obligent à anticiper grâce à une politique de desserrement en ouvrant des lieux d'hébergement d'urgence en province. ”

Olivier Klein, ministre du Logement, le 5 mai, à l'Assemblée nationale

EN CHIFFRES

► 170 sans-abri ont rejoint des centres d'hébergement temporaires hors d'Île-de-France en avril dans le cadre du dispositif visant à désengorger la région parisienne.

► 3 015 sans-abri, dont 105 mineurs, ont été recensés à Paris lors de la Nuit de la solidarité, le 26 janvier. C'est 417 de plus qu'en 2022, avec une augmentation du nombre de couples et de familles (14 %, +8 points) et de femmes (14 %, +4 points).

► Environ 350 000 personnes sont sans domicile en France, selon le rapport 2023 de la Fondation Abbé-Pierre. Ce total englobe 200 000 personnes en hébergement d'urgence, 110 000 migrants en centre d'accueil ou en hébergement pour demandeurs d'asile et environ 27 000 sans-abri, dormant dans la rue, le métro, sous une tente ou dans une voiture.

► L'Île-de-France compte 880 hôtels dits « sociaux » capables d'accueillir chaque nuit 56 800 personnes, selon le Samu social de Paris. C'est l'opérateur de réservation Delta qui est chargé de la gestion de l'offre hôtelière à vocation sociale de la région parisienne.

► 16 millions de touristes sont attendus dans la capitale à l'été 2024 pour les Jeux olympiques (26 juillet - 11 août) et paralympiques (28 août - 8 septembre), selon la mairie de Paris.

► Au 1^{er} janvier 2023, 1 601 établissements hôteliers étaient recensés à Paris par l'Insee, pour un total de 85 021 chambres (16 611 hôtels pour 640 259 chambres en France métropolitaine).

205 000

C'est le nombre de places du parc d'hébergement d'urgence (dont près de la moitié en Île-de-France), selon le ministère du Logement.